Chaire UNESCO sur la formation de professionnels du développement durable
Université Bordeaux-3

Colloque : « Les acteurs du développement local et durable en Algérie »

CRASC, Centre de Recherche en Anthropologie sociale et culturelle

ORAN 11- 16 mai 2003

Annie Najim
Responsable de la Chaire UNESCO

Le colloque

➢ Le Contexte et les thématiques

Depuis les années 1990 les sociétés maghrébines ont connu un foisonnement sans précédent des associations et une montée en puissance du mouvement associatif. De nombreuses associations sont démunies de moyens financiers conséquents ; elles peuvent être soutenues par la puissance publique ou subventionnées par des organismes internationaux ou des ONG du Nord ; ceci est le cas du Maroc et de la Tunisie. Qu'en est-il en Algérie où le mouvement est beaucoup plus récent? Comment renforcer ce mouvement et assurer sa pérennité?
Le colloque a tout d'abord posé la question du rapport au politique, question centrale dans la compréhension du phénomène associatif ; il a ensuite présenté les champs d'action et les variations associatives (associations traditionnelles, confréries et djemaas, associations palliant aux insuffisances de l'Etat dans certains secteurs, comités de quartiers, associations d'insertion, aides aux malades et à la prévention, associations culturelles, associations "de pression" intervenant dans le respect des droits de l'Homme, les questions de genre…). Ces changements, encore à leur début en Algérie, interviennent à un moment où mondialisation et globalisation aidant, les notions de développement local, de développement durable et la dimension du territoire acquièrent une importance et une pertinence capitales.
La "société civile", encore fragile et en gestation dans les pays du Maghreb, adopte des stratégies diverses en fonction des rapports de force en présence. Il est intéressant d'aborder cette question par une approche comparative entre les diverses situations rencontrées.
Les principales questions abordées ont été les suivantes :
-Quel sens donner à l'ampleur et au développement récent du fait associatif dans les sociétés du Maghreb? S'agit-il d'un moment de dépassement de l'Etat-Nation annonçant une nouvelle conception dans les modalités de rapport avec la société? Comment réagissent les acteurs du monde associatif aux nouvelles stratégies élaborées par les pouvoirs publics?
-En saisissant les modalités d'émergence et d'évolution des différents espaces de sociabilité, est-il possible de s'interroger sur leurs ancrages, leurs impacts, leur poids réel, leurs forces et leurs faiblesses dans la société? Quels regards portent les différents acteurs (pouvoirs publics et associations) sur le phénomène associatif actuel et comment se représentent-ils les perspectives de son avenir?
-Enfin, comment renforcer ce mouvement qui s'inscrit dans le processus de démocratisation des institutions et la transformation des structures sociales à la recherche de plus d'égalité et d'équité sociale? Quel rôle donner en particulier à la formation?

➢ Les objectifs

-Interroger ces différentes notions et démarches de leurs utilisations dans les différents pays du Maghreb.
-Faire un état des lieux des emplois occupés par des agents/ acteurs/ responsables impliqués dans des projets de développement local et durable travaillant dans des institutions et structures différentes (collectivités locales, associations, organismes publics de développement, organismes d'insertion professionnelle des jeunes etc.,) sur un territoire délimité (quartier, commune, daïra).
-Identifier les besoins réels en matière de formation chez les acteurs de développement afin de dégager les dispositifs et les programmes de formation appropriés à chaque pays, et ce afin de permettre leur adaptation aux enjeux du développement durable et

local, pour doter les associations, les collectivités locales, les organismes publics et privés des compétences humaines appropriées.
-Utiliser les expériences du réseau Chaire UNESCO pour un transfert et un échange de de savoirs et d'outils pédagogiques en direction du mouvement associatif algérien.

➢ Les participants[1]

Le colloque a réuni environ 70 personnes pendant trois jours :

- **sur le plan international :**
  - la représentante du programme UNITWINN/Chaires UNESCO, Madame Christine Von-Furstenberg,
  - la responsable de la Chaire UNESCO de l'université Bordeaux-3, Madame Annie Najim,
  - des professionnels, membres du réseau français, Madame Elisabeth Hofmann (association Tombana) et Monsieur Pierre-Jean Roca (IFAID Aquitaine),
  - un représentant du réseau Prélude (université de Namur, Belgique), Monsieur Jean-Marie Chapelle,
  - des représentants universitaires et professionnels du réseau tunisien de la Chaire UNESCO, MM. Laroussi Amri (université Tunis 1), Laassad Messadi (FTSS) et Mohamed Mansouri (APEL).
  - Les collègues marocains ont apporté leur contribution écrite.

- **sur le plan algérien :** le colloque s'est tenu dans les locaux du CRASC[2] (Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle),qui dépend du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, à Oran. Il a réuni en présence de la directrice du CRASC, Madame Remaoun, les chercheurs et le personnel du CRASC, des enseignants de l'Université, des représentants d'associations et de collectivités. Le soutien financier et la présence d'un représentant de la mairie d'Oran à ces travaux, ainsi que le discours de clôture de Monsieur le Président de l'Assemblée populaire communale d'Oran ont souligné l'importance que les autorités apportent à ce type de rencontre.

➢ Le déroulement[3]

- **le colloque** : après un cadrage théorique sur le développement durable, les questions de développement local et de gouvernance, les débats ont porté essentiellement sur la place du mouvement associatif algérien, ses atouts, ses faiblesses et ses fragilités, ainsi que sur les besoins en formation. La volonté des participants de sortir de l'isolement pour retrouver leur place au niveau des échanges internationaux a été affirmée à maintes reprises. Des communications et des interventions d'universitaires mais aussi d'acteurs de terrain, des comparaisons avec la situation d'autres pays méditerranéens, ont alimenté des échanges particulièrement riches.

- **les réunions parallèles** : au nombre de deux, elles ont eu lieu à l'initiative de la directrice du CRASC et de la Chaire UNESCO pour définir les axes du partenariat à

[1] Voir le document présentant le résumé des différentes communications.
[2] Voir plaquette de présentation du CRASC jointe.
[3] Voir l'ordre du jour ci-joint.

mettre en place et ont réuni tous ceux qui seraient prêts à s'impliquer dans le projet de coopération (chercheurs, universitaires, responsables d'associations).

- **les visites de terrain** : projet de restauration du Fort de Santa-Cruz par l'association Bel Horizon, projet de réhabilitation et de rénovation de l'Hôpital Sidi El Houari, par l'association de santé Sidi Houari, projet pilote de réhabilitation du cadre bâti des Amandiers. Ces visites ont permis aux participants du colloque, en particulier les représentants d'autres pays, de voir concrètement l'action du mouvement associatif sur le terrain et de mieux cerner les difficultés rencontrées.

Les résultats

- Le partenariat CRASC/Chaire UNESCO va désormais s'institutionnaliser et se renforcer, en s'élargissant notamment à d'autres universités d'Algérie ;
- Sa dynamique s'inscrira dans la perspective du jumelage prévu entre les villes de Bordeaux et d'Oran ; elle sera renforcée par un appui du Centre Culturel Français ;
- La mobilité des enseignants et des étudiants sera facilitée, en faisant appel, par exemple, à la banque de bourses de l'UNESCO; et à son programme de participation ;
- Le réseau Chaire UNESCO aidera à définir des modules de formation prioritaires ;
- L'accent sera mis sur la formation en perspective de la professionnalisation du secteur du développement : formations ponctuelles, de cycle court pour commencer, formations de formateurs, écoles d'été. Dans le cadre du programme de l'UE géré par Mohamed Arab Izerouken, chercheur au CRASC, il sera proposé de faire appel à des experts de la Chaire, de l'IFAID et de l'ensemble du réseau de la Chaire UNESCO ;
- Le fonctionnement en réseau sera favorisé dans le domaine de la recherche : les études et les expertises au niveau local seront valorisées et mises en synergie avec les ressources existantes ;
- Les échanges Université/monde professionnel, Nord/Sud, Sud/Nord et Sud/Sud seront favorisés, tant pour la formation que pour la recherche ;
- Un appui aux collectivités locales, notamment pour la formation des agents de la municipalité, pourrait être organisé dans le cadre du jumelage Bordeaux/Oran ;
- Le CRASC, partenaire du programme de recherche MOST de l'UNESCO, sera choisi comme interface prioritaire du programme "gestion des villes".

Ce colloque donnera lieu à la publication d'actes.

Soutien financier :

Ce colloque a reçu le soutien financier :
-de l'ACP d'Oran (mairie)
-de la wilaya de Tissemsilt
-de l'AUF (Agence Universitaire de la Francophonie)

Pessac, le 22 mai 2003
Annie Najim

"Le colloque organisé
conjointement par le CRASC et la Chaire UNESCO à Oran sur le mouvement associatif algérien s'est tenu du 11 au 16 mai. Il a réuni plusieurs membres du réseau de la Chaire ainsi que de nombreux chercheurs du CRASC et des représentants des associations et collectivités. Vous trouverez en annexe le compte-rendu de cette manifestation"